



«L'on croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels» Anatole France

Mars
Avril 2014 - N°44

1€

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Editorial :

VOX POPULI, VOX D'OUVERTURE

Malgré les multiples campagnes médiatiques cherchant à dénigrer le projet unitaire porté par les listes « PTB-GO ! », le soutien populaire envers cette initiative grandit presque à vue d'œil. Pourtant ce n'est pas la première fois que les forces de la gauche radicale ont tenté de se rassembler pour lutter contre un système qui est arrivé au paroxysme de sa capacité de nuisance. Pour ne parler des expériences relativement proches, nous avons en effet connu le projet des Gauches unies du début des années 80, ou le PDS, ou le Front des gauches très récemment.

Mais cette fois c'est différent. Cette fois les possibilités réelles d'arriver aux hémicycles du royaume et porter des voix clairement contestataires qui rompront la docilité servile des représentations jusqu'ici présentes dans ces chambres, existent bel et bien. C'est aussi cette différence - là qui explique l'aigreur, l'inquiétude des grands médias (cf. Le Soir de ce 15.03) et leurs campagnes haineuses et mensongères envers cet espoir populaire qui monte et remonte. C'est aussi différent parce que pour la première fois une perspective unitaire de la gauche radicale intègre aussi le PTB. Cette évolution, jusqu'ici inédite, est le résultat d'une volonté des partis associés à cette initiative (le nôtre, la LCR, le PTB) et qui, nous le souhaitons, elle devra s'élargir encore.

Une volonté unitaire parce que les défis sont énormes. Ce premier janvier 2015 commencera le processus d'exclusion des

L'invité du DR :

"Dès l'indépendance,
l'Ukraine a subi
l'établissement d'un
capitalisme sauvage"

Nicolas Bárdos-Féltoronyi

José Garcia

La bataille du logement

Marc Denonville

Nelson Mandela et larmes de crocodile

Thierry Verhoeven

La fable des titres-services

Claude Renard

1914: Une guerre de trente ans ?

Marie-France Deprez

La longue marche des afghans de Bruxelles

La chronique cinéma de Robert Waeles

allocataires d'insertion pour plusieurs dizaines de milliers de nos concitoyens voulu par le gouvernement. Et ce n'est qu'un des « cadeaux » que nous prépare la majorité de droite cautionnée par le PS et les écolos. La présence de parlementaires de gauche peut freiner ces agressions contre les intérêts populaires, c'est donc une priorité politique. Il s'agit de dénoncer de manière particulièrement claire la soumission de nos élites aux injonctions de l'Union européenne qui ne sont que les diktats venant du FMI et de la finance internationale. Cette docilité on la retrouve dans notre politique extérieure inféodée aux visées de la politique américaine et de l'OTAN. Et tant mieux s'il s'agit de parlementaires communistes disposés à faire revenir la voix de notre parti trop longtemps absente dans les hémicycles de ce pays (voir en p. 5 une première présentation de nos candidats dans les diverses listes du P.T.B.-GO). ■





Nicolas Bárdos-Féltoronyi:

"Dès l'indépendance, l'Ukraine a subi l'établissement d'un capitalisme sauvage"

Il est professeur émérite de l'Université catholique de Louvain et géo-politologue. Son parcours de vie a sûrement contribué à donner cette qualité de regard, équilibré et sans compromissions, aux événements de la vie politique internationale. Né en Hongrie, il a perdu avec sa famille toute sa fortune en 1945 et a été déporté en 1951 par le régime stalinien. Dès 1949, il est exclu de tout enseignement et devient ouvrier agricole, puis industriel. Fuyant son pays en 1956 lors de l'intervention soviétique, combattant pour la paix et la compréhension entre les peuples et les nations en tant que militant de Pax Christi Wallonie-Bruxelles, il passe l'essentiel de son temps à faire des conférences, conseiller et écrire sur des questions géopolitiques. Le Drapeau Rouge s'honneure de recueillir son éclairage sur l'explosif dossier ukrainien et les menaces qu'il fait courir à l'Europe et au monde.

Le Drapeau Rouge.- Quelle est votre expérience personnelle, s'il y a eu une, de l'Ukraine ? Connaissez-vous ce pays ?

N. B.-F. : Connaître un pays me paraît quasi impossible. Mais, il est vrai que depuis l'indépendance de l'Ukraine, je suis attentivement ce pays, comme je le fais pour les Balkans, la Turquie et l'Iran, pays qui, géopolitiquement parlant, me paraissent significatifs.

Quant à mes contacts avec l'Ukraine, en voici quelques éléments. En février 1945, ce sont des soldats entre autres ukrainiens qui nous libèrent des nazis à Budapest. Dans les années 1990, j'enseigne à Lviv. La toute grande majorité des gens que je rencontre sont heureux, très heureux de voir leur pays indépendant. A ce moment-là comme aujourd'hui, les Ukrainiens me donnent l'impression de vouloir rester avant tout Ukrainiens, même à l'ouest du pays. Voyez le drapeau des manifestants !

Il existe sans doute quelques groupuscules séparatistes criards, souvent antisémites et fascisants. La partition en deux de l'Ukraine me paraît peu vraisemblable, voire impossible. Comment trouver une ligne de séparation entre les entités, les mariages interrégionaux nombreux et le bilinguisme fort répandu ? Des propositions de fédérer le pays n'attirent guère de partisans car c'est la région orientale industrialisée qui subsidie la région occidentale, toujours fort remuante face au pouvoir à Kiev.

Le DR.- L'Ukraine est actuellement tiraillée entre les propositions de la Russie et de l'Union européenne. Pouvez-vous nous résumer l'essentiel de cette situation ?

N. B.-F. : Selon moi, il y a trois acteurs étrangers impliqués dans le conflit : l'Union européenne (UE), les Etats-Unis d'Amérique (EUA), directement et par le biais de l'OTAN, et la Russie.

Dans le style de la « guerre froide » d'avant 1989, un rapport de forces se vérifie entre les grandes puissances dans cette affaire. Chacune d'elles s'efforce d'avoir l'Ukraine dans sa zone d'influence par quasiment n'importe quel moyen. Avec des succès fort variés, les EUA souhaitent, comme partout ailleurs, élargir leur hégémonie. Le jeu de l'UE n'est pas clair en raison de son implication dans l'OTAN, tout en agissant plus sagelement que les EUA. Moscou n'abandonnera pas de sitôt son idée que

l'Ukraine, comme la Biélorussie, fait partie de « la sainte Russie ». Dans les manifestations, chaque puissance joue dans ce sens par la séduction, le chantage et les actions de services secrets.

Du point de vue ukrainien, réintégrer une « Union soviétique reconstituée » reste hors de question. Les pressions exercées périodiquement par Moscou, notamment en matière de gaz naturel, n'échappent pas non plus aux Ukrainiens. Se rapprocher de l'UE leur plairait, mais en faire partie leur paraît douteux pour des raisons de sagesse populaire et d'intérêts économiques. Il existe, d'une part, la proximité russe-ukrainienne de langue, de culture et de religion, autant que des mariages mixtes en grand nombre depuis des siècles. L'Ukraine entretient, d'autre part, un commerce extérieur plus développé vers la Russie que vers l'UE.

Certes un « Occident » mythique leur apparaît comme un paradis et ils aimeraient y émigrer massivement. Mais il est vrai aussi que Moscou et Kiev ont des systèmes économiques très complémentaires en matière industrielle. Du reste, comme cela est inscrit dans la constitution, l'Ukraine est techniquement un pays neutre qui préfère rester coincée entre Moscou et Bruxelles-Washington, mais indépendant. Aussi les qualifications pro-européenne ou pro-russe des manifestants me paraissent hors de propos. Les cinq ou six pays neutres de l'UE feraient bien de soutenir l'Ukraine dans sa position géostratégique.

Le DR.- Croyez-vous que, dans l'hypothèse où le pays adopterait la proposition de l'UE, cela pourrait conduire l'Ukraine à son adhésion pleine et entière à l'Europe de Bruxelles ?

N. B.-F. : N'étant guère ignares, les Ukrainiens savent que l'UE n'est pas une panacée. Il leur suffit d'observer de ce qui s'est passé chez leurs voisins occidentaux. Ces vingt-cinq dernières années, la décision politique des pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) de se joindre



à l'UE s'est avérée économiquement désastreuse. En la préparant et après l'adhésion à l'UE, ces pays ont perdu près de la moitié de leur production industrielle et une partie considérable de leur production agricole.

Ces pays ont aussi subi une dévaluation du potentiel humain de la population, avec une réduction sensible des conditions du travail, une fuite massive des cerveaux et une émigration des plus jeunes. Ils ont perdu le contrôle de leur système bancaire et de leurs principales entreprises qui ont été absorbées par les multinationales principalement européennes. Certains de ces pays étant fort endettés auprès des banques, leur dépendance vis-à-vis de ces dernières est devenue quasi absolue.

Dans l'hypothèse de l'adhésion de l'Ukraine, celle-ci n'a guère de raisons d'espérer un meilleur sort. Dans les propositions budgétaires modestes de l'UE, l'Ukraine ne pouvait par ailleurs guère voir une compensation quelconque. Une partie modeste de la population ukrainienne, avec le soutien visible d'un certain nombre de politiciens et diplomates ouest-européens et américains, refuse de prendre en considération cet aspect des choses. Il reste que le problème de fond n'est guère évoqué dans nos médias. Il s'agit des questions telles que l'indépendance, la neutralité, le capitalisme et la corruption en Ukraine.

Après des siècles de domination d'abord polonaise, puis russe, l'Ukraine a pu avoir une autonomie limitée dans le cadre de l'Union soviétique et enfin l'indépendance depuis la dissolution de cette dernière en 1991. Par ailleurs, dès l'indépendance, le pays qui a choisi la neutralité, a subi l'établissement d'un capitalisme sauvage qui persiste sous l'égide des multinationales ukrainiennes. Les gouvernements successifs ont appliqué les recettes du FMI : libéraliser, privatiser, flexibiliser le travail et avoir aussi peu de gouvernement que possible (sauf le maintien de l'ordre).

Quelques groupes financiers privés géants se sont constitués, alors que le chômage et les inégalités ont explosé. A l'exception d'une élite urbaine peu nombreuse, la



Nicolas Bédois-Féderonoff

majorité de la population vit dans la misère ou presque. Deux à trois millions d'Ukrainiens travaillent à l'étranger, dont les deux-tiers en Russie. Quelque 25 % du produit intérieur brut proviendraient de l'envoi des fonds des immigrants. Cependant, ces groupes financiers ou industriels, bien que capitalistes, restent aussi et avant tout ukrainiens.

Enfin, le néolibéralisme a désorganisé l'Etat et le pays. Il a installé un vaste système de corruption publique et surtout privée. L'Etat se confond en partie avec les grands financiers. Ainsi, les difficultés économiques s'ajoutent au rejet des gouvernements corrompus et expliquent les manifestations actuelles et antérieures.

Le DR.- Nous avons vu que, dans le cas des guerres yougoslaves, l'Allemagne a joué un rôle très important, en particulier au début du processus. Estimez-vous qu'elle joue un rôle et ait un intérêt particulier dans la crise actuelle de l'Ukraine ?

N. B.-F. : Je ne partage guère une certaine germanophobie à la mode en francophonie. Dans le cas de la Yougoslavie, tous les pays pro-atlantistes souhaitaient la décomposition de ce pays balkanique. La Yougoslavie leur paraissait militairement trop forte dans le contexte des Balkans. Le capital voyait dans l'unité du pays un obstacle à son internationalisation. Pour le capital

allemand, les intérêts russes dépassent en outre de loin ceux de l'Ukraine. Du reste, la Russie se trouve déjà encerclée par l'OTAN et par les 700 bases militaires américaines dont la majorité se trouve en Eurasie.

Le DR.- Quid des intentions de la Russie et des intérêts concomitants entre les oligarques russes et ukrainiens en particulier dans la partie orientale du pays ?

N. B.-F.- Pourquoi ce terme « oligarque » ? Je ne l'entends pas lorsque l'on parle de Bill Gates, de la famille Siemens, de la duchesse de Devonshire, d'Albert Frère ou de Liliane Bettencourt. Est-ce un petit procès d'intention ? Tel que je peux le voir, les multinationales russes et ukrainiennes demeurent fort séparées. Certes, il y a des tentatives constantes du capital russe d'acquérir tel ou tel morceau de l'économie ukrainienne. Les succès me paraissent limités.

Le DR.- On a entendu récemment une conversation téléphonique entre Victoria Nuland, responsable des questions européennes de l'Administration d'Obama, et l'ambassadeur américain dans laquelle ils discutaient de leurs choix d'alternative politique au gouvernement, élu, en place. Ils révélaient aussi la capacité des Etats-Unis d'intervenir sur les décisions aux Nations Unies.

N. B.-F. : Certes, les EUA font tout pour



écraser, ignorer ou contourner l'UE. Celle-ci est leur adversaire potentiel principal. Le cas de l'Ukraine le montre bien. Bruxelles pousse à la négociation, alors que Washington veut tout de suite sanctionner. Les rapports de force entre Victoria Nuland et Catherine Ashton, responsable de la politique extérieure de l'UE, ne font que refléter cette situation.

Le DR.- La présence particulièrement importante du parti Svoboda et d'autres groupes ouvertement antisémites et pronazis a été remarquée dans les manifestations de Kiev et autres villes du pays. Svoboda a été reçu officiellement par les dirigeants de l'UE et les Etats-Unis. Comment expliquez-vous que l'idéologie de ce parti n'ait pas été un obstacle à ce genre de rencontres ?

N. B.-F. : J'ai déjà mis en évidence que l'extension de zone d'influence s'opère par n'importe quel moyen ! Aucune grande puissance n'a jamais hésité à nouer des alliances avec des régimes ou des groupes aussi peu recommandables. Cela se constate aussi sur le plan de la politique intérieur comme nous pouvons le voir dans la composition du gouvernement actuel issu de la destitution du président Yanoukovitch. N'oublions pas à ce propos, que l'exécutif ukrainien précédent a été élu dans le respect des critères démocratiques et, vu la médiocrité du système juridique ukrainien, il me paraît dommageable de l'avoir affaibli encore plus.

Avec sa politique du « voisinage », l'UE a tenté d'« arracher » l'Ukraine à la Russie. Elle n'a pas pris au sérieux la volonté des Ukrainiens de ne pas vouloir s'aligner à l'une au détriment de l'autre. Ce fait ne manque pas non plus d'irriter la Russie. Il n'est guère étonnant que la tentative occidentale ait échoué. Cette même volonté d'indépendance s'exprime lorsque Moscou presse Kiev d'adhérer à son Union douanière regroupant diverses ex-républiques soviétiques.

De plus, Bruxelles a déclaré, à tort, cette adhésion incompatible avec l'accord d'association négocié avec l'UE. Ce type de négociation sert précisément à rechercher des compatibilités si l'on veut le bien de l'Ukraine. De plus, l'UE comporte cinq à six pays neutres. Il aurait été intéressant de les associer aux

négociations afin de souligner que l'UE admet en son sein des pays neutres. Un peu imprudemment, les diplomates européens auraient laissé entendre à leurs interlocuteurs ukrainiens que l'association est le chemin royal à l'intégration pure et simple à l'UE. Du reste, l'UE refuse assez maladroitement aux Ukrainiens d'entrer sans visa, même à terme ou sous forme de promesse vague.

Le DR.-et les américains ?

N.B.-F. : De son côté, Washington essaie constamment d'affaiblir la position de la Russie et ici, par le biais de l'Ukraine. Le secrétaire général de l'OTAN se permet de sermonner la Russie à propos de l'Ukraine. Evidemment, Moscou ne se laisse pas faire et procède aux manœuvres diplomatiques habituelles des grandes puissances par l'usage alterné de la carotte et du bâton. L'OTAN a déjà été arrêtée dans son expansion vers l'Est en 2008 lorsque, avec le soutien de certains milieux de Washington, la Géorgie s'est attaquée à la Russie et a lamentablement échoué.

Il faut bien dire qu'en suspendant son accord d'association à l'UE, l'Ukraine a peut-être échappé de justesse à la mise en coupe réglée de son agriculture et de ses manufactures par des multinationales financières et agroalimentaires européennes et américaines qui en auraient profité pour prendre le contrôle des millions de hectares de terres les plus riches du monde. Du reste, l'UE fait semblant d'oublier que l'Ukraine est ipso facto et militairement neutre par disposition constitutionnelle et dès lors n'en tire aucune conclusion quant à ses démarches futures. C'est dommage à la fois pour le peuple ukrainien et les démocrates au sein de l'UE.

Le DR.- Même question sur le traitement des médias de cette actualité. Hormis la dénonciation courageuse et permanente de journalistes comme Jean-Marie Chauvier, on constate que les médias parlent du parti Svoboda tout simplement comme « nationaliste ». Les « valeurs » de la realpolitik sont-elles devenues si hégémoniques de nos jours ?

N. B.-F. : Moi je constate que nos médias tendent à refléter, assez systématiquement, une certaine

russophobie « géopolitique » à l'instar du baron Custine, de l'anticommunisme atlantiste de toujours et de l'antisoviétisme de jadis. L'image de la Russie comme un Etat policier ne date pas d'hier. L'Occident capitaliste s'est construit depuis fort longtemps toute une mythologie autour de la Russie, entretenue par la Guerre froide, et véhiculée, aujourd'hui encore, par certains médias qui se complaisent dans une vision caricaturale de la Russie : services secrets, clans, mafia, collusion de l'Église et de l'État...

Il est certain que la Russie n'a pas les mêmes histoire et traditions politiques que l'Europe occidentale. C'est aux Russes de savoir quel régime politique ils souhaitent. En tous cas, nous n'avons aucune leçon à leur donner, après le colonialisme, les deux guerres mondiales, Auschwitz, les tortures dans les bases militaires, les massacres par drones armés, etc. Le rôle essentiel de médiations conjointes de Moscou et de Bruxelles me paraît patent et peut-être efficace.

Quant aux « valeurs » en jeu, un géopolitologue comme moi n'en a rien à dire, sauf qu'elles jouent un rôle idéologique dans certains cas, mais peut-être assez peu dans le cas ukrainien. Comme chrétien, je m'efforce de soutenir des attitudes, des jugements et des actions dans l'esprit de l'Evangile. Dans le cas de l'Ukraine, cela signifie s'opposer à toute intervention extérieure, sauf autorisation du pays ou de l'ONU, et de préconiser la négociation : lorsqu'il y a la parole, les canons ne tonttent pas! ■

Propos recueillis par Vladimir Caller.

Le professeur Bárdos-Feltoronyi est l'animateur d'EurasieInfo, un recueil très riche d'information de la «Géopolitique de l'UE face à l'Eurasie ou à ses environs » comme le définit lui-même. Tous les numéros d'EurasiaInfo, à partir de ceux publiés depuis 1999, peuvent être consultés sur son site internet : www.bardosfeltoronyi.eu

Le DR vous conseille faire connaissance de ce site où vous trouverez un regard originale et toujours bien documentée sur la vie internationale.





Campagne électorale certes, mais surtout une campagne de luttes !

Comme le montre si bien José García dans l'entretien publié dans ce numéro (p. 6) il y a à Bruxelles en même temps environ 40.000 demandes de logement social et presque 20 000 immeubles inoccupés. Plus injuste encore la droite au gouvernement, avec la complicité active du parti socialiste et des écolos, refuse le projet d'une taxation progressive de loyers et ferme les yeux, complaisante, devant les augmentations de ceux-ci. Pourtant les cadastres qui servent de référence aux impôts n'ont pas bougé depuis 1980 (normalement leur révision devrait être quinquennale). Bruxelles connaît des grands propriétaires possédant nombreux immeubles et payant des impôts dérisoires tout en augmentant en permanence les loyers. Voilà un cas précis et concret touchant la vie quotidienne des gens qui mobilisera le peuple de gauche bruxellois et en particulier les militants communistes dans la campagne qui arrive.

Il y a aussi bien entendu le grave problème du chômage qui touche 20 % de Bruxellois et les mesures Di Rupo visant à l'exclusion des droits de chômage et instaurant leur dégressivité. Mais il y a aussi la lutte pour la défense de l'école publique et de la laïcité, chaque fois plus menacée par les avantages dont bénéficie l'enseignement privé ; la défense des transports publics et la lutte contre la hausse abusive qu'ont connu les tarifs de la STIB. Eh bien, pour accompagner ses luttes une poignée de nos camarades seront présents dans les listes PTB-GO dont Roland Nys qui fut tête de liste du Front de Gauche en 2009, en 7ème position aux régionales accompagné par Alicia de la Parra, Xavier Coppens d'Eekenbrugge et Andrée Depauw. Parmi les suppléants, nos camarades Paul Marcus et Tania Martin. Au fédéral nous comptons avec les camarades Yves Pierseaux et notre collaboratrice Marie-France Deprez.

A leur tour, nos camarades Carolos et Louviérois ont fort à faire avec les pertes d'emplois qui ne cessent de frapper la

région. Après la fermeture de Duferco et la restructuration de NLMK à Clabecq, ce ne sont pas moins de 960 emplois qui ont ainsi disparu en quelques mois ! Avec la fermeture de "Carsid Marcinelle" disparaît le dernier haut-fourneau ! A 5 kms de là ferment les laminoirs du Ruau à Monceau-sur-Sambre. Un site qui a compté jusqu'un millier de travailleurs!

Les mobilisations de travailleurs de "Caterpillar-Gosselies" n'ont pu - hélas ! - empêcher une restructuration qui débouche sur une perte de 1400 emplois et des dégâts pour la sous-traitance et des commerces locaux. Restructuration indécente quand on connaît les énormes bénéfices réalisés par cette multinationale américaine. A leur tour, les patrons verriers songent d'abord au profit comme toujours. Triste fermeture chez AGC à Roux. Une entreprise performante et spécialisée dans la fabrication de panneaux solaires. C'est le glas du C4 qui sonne pour deux cent travailleurs !! Même chose chez les collègues travaillant au siège Saint-Gobain à Auvelais. Là, ce sont plus de 300 personnes qui se retrouvent jetées sur le pavé.

Avant, pendant et après les élections les travailleurs continueront à trouver les communistes à leurs côtés. Pour dénoncer ce système capitaliste qui ne sert qu'à enrichir certains sur le dos des autres. C'est ainsi que le PC aura ses propres candidats sur la liste PTB-GO. Au niveau fédéral pour le Hainaut, nous proposerons deux candidats effectifs. Stéphane Mansy de La Louvière et Olivier Mortelette, conducteur à la SNCB habitant à Roux. René Andersen, de Monceau-sur-Sambre, sera au niveau Région Charleroi candidat suppléant. Enfin, le PC présente comme candidat aux européennes François D'Agostino, de Gozée. Nos amis du Front des Gauches Courcelles seront bien représentés par deux candidats effectifs chacun bien connu dans leur fief. Il s'agit de Jean-françois Lacroix et du syndicaliste Serge Rodio.

La situation dans la région liégeoise n'est pas meilleure et l'importance de luttes ne fait qu'accompagner l'hémorragie de

licenciements qui continue. Ainsi Arcelor Mittal rejette presque entièrement le projet CCT 2014 que prévoyait le financement des prépensions et des modifications sur l'âge de sa mise en application. De plus une perte de 40 emplois est prévue à la cokerie de Liège ainsi que l'arrêt de la centrale d'énergie à Seraing (la firme OXBOW MINING veut installer une chaudière et se passer de la centrale Energie...). Toutes ces menaces ne font qu'augurer des grèves à venir. L'inquiétante situation des usines de Val Saint Lambert reste sans solution et on craint sa fermeture avec XX licenciements. Des suppressions d'emploi sont également annoncées à la FNAC et Tecteo-Liège. L'hémorragie continue, disions-nous.

Mais il y a aussi l'envie de se battre. Les camarades liégeois sont bien engagés dans cette campagne avec comme candidats pour la province de Liège (Chambre) Jeanine Mousset et Marcel Bergen élu aux élections de 2012, conseiller communal à Seraing et conseiller provincial à Liège. Pour la région : Joëlle Badillo-Collard et Robert Houtain ; Marc Denonville pour la circonscription de Huy-Waremme. Henri Bartholoméus et Marie-Claire Simon, pour la circonscription de Verviers. Trois candidats (suppléants) nous représenteront à la chambre pour la province du Luxembourg : Peter Maaswinkel, Vittoria Del Debbio et Marine Heukmes. Quant à la circonscription de Arlon - Bastogne - Marche-en-Famenne (Région) nos candidats seront Bernard Bissen et Marleen Wydouw.

Voilà pour une présentation succincte de notre participation aux élections qui arrivent ; participation ou nos camarades sauront exprimer notre adhésion à l'initiative unitaire qui explique notre présence aux côtés des camarades de la LCR et du PTB dans les listes PTB-GO tout en soulignant la spécificité de nos positions dans les grands enjeux de notre temps dans la vie politique nationale et internationale. ■



Entretien avec José Garcia

La bataille du logement

C

Infatigable combattant au service des mal logés, des non-logés ou plus largement de tous ceux qui doivent batailler contre les abus de certains propriétaires ou des grosses sociétés qui ont fait du besoin de logement une source juteuse de profit, José García nous livre dans cette entretien son analyse de la situation actuelle et les perspectives de lutte pour que l'habitat soit enfin un sujet de solidarité sociale et non pas la proie de spéculateurs.

LE DRAPEAU ROUGE: Vous êtes un militant connu de la lutte des locataires, en particulier précaires, contre les abus des bailleurs très souvent protégés par les autorités. Quelle est la situation des locataires dans le contexte de la crise actuelle et ce, tant à Bruxelles que dans l'ensemble de la Belgique?

José Garcia: Alors qu'on aurait pu s'attendre à une amélioration progressive depuis les années 70, la situation des locataires empire. Elle se traduit par un niveau de loyer incompatible avec leurs ressources. Je voudrais parler à ce propos de l'urgence d'appliquer enfin une politique progressiste de taxations des loyers visant à les faire baisser. En janvier, cette revendication a été mise sur le devant de la scène par une annonce de Paul Magnette, président du PS proposant de taxer les loyers, c'est-à-dire instaurer un impôt progressif sur les loyers perçus. C'est une mesure qui tend à corriger le fait qu'actuellement, les propriétaires-bailleurs payent un impôt (le précompte immobilier) sur base du cadastre et ce, sans aucun lien avec le montant du loyer qu'ils perçoivent réellement. De plus, le revenu cadastral qui devait être actualisé tous les 5 ans n'a plus bougé depuis 1980 (cette dernière péréquation s'étant faite sur base des loyers pratiqués en 1975).



Pour plus de clarté, prenons un exemple d'impôt progressif. Pour deux appartements de revenu cadastral identique, deux propriétaires peuvent demander des loyers différents et ce en toute légalité. Avec la taxation actuelle basée sur le revenu cadastral, ils payent le même montant de précompte immobilier. Avec l'impôt progressif, ils paieraient selon le loyer perçu avec des paliers d'imposition comme dans le cas de l'impôt sur le revenu. On comprend aisément que si cette mesure était appliquée, elle permettrait de lutter contre la flambée des prix des loyers. Cependant, après cette annonce par Paul Magnette, je me suis retrouvé, dès le dimanche suivant, sur le plateau de "Mise au point" avec Charles Picqué comme représentant du PS. Celui-ci a remis en cause l'éventualité de cette proposition et s'est retrouvé, de fait, sur la même ligne que le syndicat des... propriétaires. L'annonce de cette taxation allant dans "le bon sens" a surpris le syndicat des locataires. L'application de cette mesure serait une véritable avancée...

Le DR: Existe-t-il des syndicats "frères" des locataires dans les autres grandes villes de Belgique? Si oui, quel est le degré de coordination des luttes?

JG: Il existe de nombreuses associations de locataires mais aucune autre basée comme le syndicat sur un système de cotisations des membres. Le syndicat a ses locaux à Bruxelles mais des membres partout en Belgique. Dans les années 80, il y a eu coordination dans les luttes mais depuis 5-6 ans, c'est surtout au niveau régional. Cela va d'ailleurs s'accroître puisqu'il y aura bientôt une régionalisation de tous les problèmes liés au logement(2014).

Depuis le marathon du logement (25 mai 2013), il existe une plate-forme au niveau régional bruxellois regroupant notamment le syndicat des locataires, l'IEB (inter-environnement Bruxelles) les syndicats (CSC et FGTB) ainsi que plusieurs associations de terrain.

Le DR: On observe, en particulier dans les grandes villes, une grande quantité d'immeubles vides, résultat des pratiques de spéculation encouragées par la politique néolibérale prédominante. Quelle est votre position sur ce problème? Quel est votre bilan des lois Onkelinx à ce sujet?

JG: La loi Onkelinx date de 1993. Elle proposait une bonne réglementation visant la diminution du nombre



d'immeubles vides (restés inoccupés pendant plus de 6 mois) et représentait une avancée juridique importante. Que réclamait-elle? Dans un premier temps, les bourgmestres étaient censés faire le relevé des logements vides sur leur commune et le CPAS devait relever, en parallèle le nombre de sans-abri. Dans un second temps, si le bourgmestre était sollicité par le CPAS en vue de reloger un sans-abri, il devait contacter les propriétaires de logements vides. Le propriétaire qui n'avait pas de bonne raison à donner (il s'agit souvent de spéculation sur l'augmentation des loyers), pouvait voir son bien réquisitionné. Cependant, en Belgique, le logement est un tabou car la propriété privée est un tabou. Cette loi, plutôt encourageante, s'est vue, le lendemain même de son vote, déclarée inapplicable par ces mêmes parlementaires qui l'avaient votée, dès qu'ils se coiffaient de leur casquette de... bourgmestre! Ainsi nous nous trouvons au final, avec une loi jamais appliquée et décrétée inapplicable dans les faits! Et pourtant, ces quelques chiffres sur la réalité bruxelloise démontrent l'ampleur du phénomène ainsi que son injustice. En fait, il y aurait plus de 20000 logements vides depuis plus de 6 mois dont 5000 pourraient être directement occupés.

Le DR: Quelle est votre position à propos des initiatives d'occupation non autorisée, dits « squats », par des mouvements sociaux? Vous arrive-t-il de travailler avec

eux?

JG: Désappointé par toutes les mobilisations sur le logement et les échecs successifs ainsi que par la passivité du pouvoir politique face au drame qui se déroule devant leurs yeux, je considère les occupations de logements vides comme une des voies à suivre en cette période.

Nous avons déjà participé à de telles actions d'occupation: le 103, boulevard du midi; la place Morichar... Cependant, il faut souligner que de telles occupations demandent un énorme investissement militant.

Le DR: Quelle est l'incidence sur les locataires, particulièrement à revenus modestes des grands travaux publics, les gares de Bruxelles-midi, de Liège Guillemins par exemple ou celle résultant de l'implantation des institutions européennes à Bruxelles?

JG: Après ces travaux, dans un périmètre proche, les loyers augmentent et il y a ce qu'on appelle un phénomène dite de « gentrification » (processus par lequel des locataires modestes sont peu à peu remplacés par d'autres capables d'acheter les habitations ou de payer des loyers plus élevés).

Le DR: La problématique du logement concerne tous les domaines de la vie. Participez-vous aussi à des mouvements touchant à d'autres problématiques:

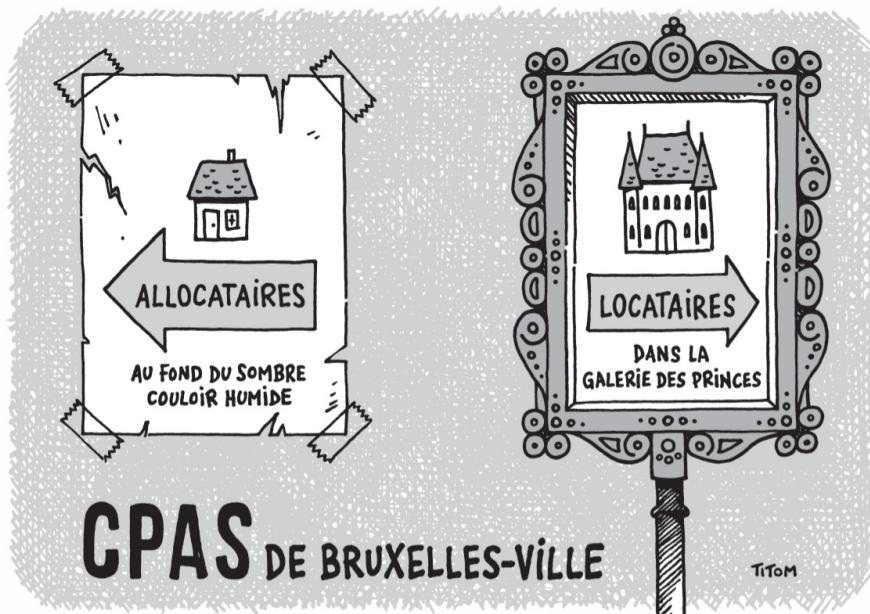
environnement, enseignement, santé, justice? Pouvez-vous donner des exemples?

JG: Oui, bien sûr, il est facile de comprendre que si vous habitez un logement insalubre, cela a des conséquence sur votre santé. Donc, nous participons à des actions dans les domaines que vous citez. Récemment par exemple, nous avons participé à des actions à propos des antennes GSM. Nous luttons aussi pour un accès à la justice (action pour le maintien des avocats pro deo).

Le DR: Je vous ai entendu dire dans "sans détours" que votre utopie est de recentrer la lutte sur l'aide à la propriété, qui aboutirait à l'abolition du système locatif et des bailleurs. N'est-ce pas une façon de "privatiser" le problème? Quid d'une nationalisation des logements qui seraient, ensuite, loués à des loyers sociaux et non dictés par le marché?

JG: En fonction du statut du bien occupé, il y a une énorme inégalité entre la protection des droits de l'occupant par rapport à ceux du propriétaire. Bien sûr, le statut le moins protégé est celui du locataire et le plus protégé, c'est celui de propriétaire. On pourrait imaginer arriver à un statut juridique qui donne autant de droits au locataire qu'au propriétaire. Cela donnerait au locataire les mêmes garanties d'occupation qu'au propriétaire. Mais seul un changement politique radical pourrait donner un tel résultat. La seule façon d'arriver à plus d'égalité, c'est que les pouvoirs publics, par un ensemble de mesures appropriées aident les classes sociales défavorisées à accéder à la propriété. On ne privatisera pas le problème puisque seuls les pouvoirs publics peuvent donner aux personnes à revenus modestes l'accès à la propriété. Il faut être conscient que dans le contexte du système capitaliste, on n'arrivera ni à donner un même statut juridique au locataire et au propriétaire, ni à une nationalisation. Donc, en attendant, il faut essayer d'alléger la situation de ceux qui n'ont pas la possibilité de se loger dignement et une des pistes est de les soutenir pour qu'ils aient la possibilité de devenir propriétaires de leur logement. ■

Propos recueillis par Marie-France Deprez





Les titres services

Les pleurs de la servante thrace

Thierry Verhoeven

Thalès observait les astres et, comme il avait les yeux au ciel, il tomba dans un puits. Une servante de Thrace, fine et spirituelle, le railla, dit-on, en disant qu'il s'évertuait à savoir ce qui se passait dans le ciel, et qu'il ne prenait pas garde à ce qui était devant lui et à ses pieds. Cette histoire est racontée par Platon en 364 avant Jésus-Christ. En 2014, les servantes ne sont plus les esclaves de la Grèce antique. Les servantes d'aujourd'hui travaillent en titres-services. Les maîtres ne sont plus les philosophes, les savants, les grands propriétaires terriens de l'Antiquité. Les maîtres d'aujourd'hui, ce sont des gens comme vous et moi. Mais comme les maîtres de l'Antiquité, nous préférons regarder ailleurs. Retour au réel donc.

Plus de 800 000 familles utilisent les titres-services. Le secteur regroupe 2 700 entreprises qui emploient plus de 140 000 travailleurs. Mais les patrons se plaignent : pertes d'emploi, risque de faillites. Les raisons ? L'augmentation du prix du titre-service en janvier 2014 : 9 euros de l'heure. Et surtout, n'est-ce pas, pas assez d'aide financière de l'Etat. Pourtant, en dix ans, le secteur des titres-services n'a cessé de croître. C'est en 2004 que notre gouvernement fédéral met en place le système des titres-services : nettoyage, lavage et repassage de linge chez les particuliers, voilà bien un « gisement d'emplois ». Le système est un avatar d'une volonté européenne de développer les « services de proximité ».



Titre-services

Gisement d'emplois

Au nom de la Commission européenne, Jacques Delors présente en 1993 le livre blanc « Croissance, compétitivité, emploi ». Il s'agit de tracer des pistes pour sortir (déjà) l'Europe du chômage. Ces pistes doivent mener à ce que nos responsables européens appellent sans rire de nouveaux « gisements d'emplois ». Les « services de proximité » sont une des pistes choisies. Il s'agit de repérer les besoins locaux non satisfaits et où il n'existe pas ou pas assez d'offres de service. On parle alors de transports, de santé, de logement, de culture,... Des secteurs plutôt sensibles: ils risquent de souligner les clivages politiques et idéologiques entre les tenants du néolibéralisme à tout crin et ce qui reste alors de sociaux-démocrates en Europe. D'un côté, il faut se garder de tomber dans trop de « laisser faire, laisser passer » du marché ; de l'autre, il ne faut pas retomber dans le « dogmatique » interventionnisme public. Et puis, bon sang mais c'est bien sûr, on se rabat sur

un secteur moins polémique : les services d'aides à domicile. Avec le nombre de travailleurs peu qualifiés sans emploi en Europe, avec des travailleurs dont la vie professionnelle envahit de plus en plus leur sphère privée, avec une population vieillissante donc dépendante, voilà bien un « gisement d'emplois ».

En Belgique, après un long cheminement, passant notamment par les Agences locales pour l'emploi, le développement des services d'aide à domicile se réalise, en 2004, avec le système des titres-services que nous utilisons. Le gouvernement déclare ainsi répondre à un besoin, lutter contre le travail au noir et mettre au travail les peu qualifiés. Le succès du système ne lui donne pas tort. Mais à quels prix ? Une fois de plus, aux prix d'un Etat bâquille du privé, de l'abandon d'une vraie politique publique, de la précarité des travailleurs, d'un bouleversement de rapports sociaux.

L'Etat bâquille

Le système des titres-services s'inscrit



bien dans la logique européenne : l'Etat réglemente oui, mais pas trop... Le système fonctionne dans un « quasi-marché ». L'Etat encourage la demande puisqu'il y a une réduction d'impôts pour les ménages qui utilisent les titres-services (30% avec un maximum de 1 380 euros par personne). L'Etat fixe un prix unique du titre-service (9 euros de l'heure), peu importe le revenu des ménages utilisateurs. L'Etat agrée les entreprises du secteur et surtout les aide financièrement : 13 euros par titre-service. L'Etat subsidie ainsi un secteur commercial privé. Pour les entreprises, il s'agit donc d'un marché juteux. L'aide de l'Etat au système a coûté 1,7 milliards d'euros en 2011 : une déduction fiscale de 220 millions d'euros et plus de 1,4 milliard versés aux entreprises. Le système, c'est vrai, rapporte aussi : les emplois créés diminuent le coût des allocations et augmentent les recettes fiscales et de sécurité sociale. Mais au total, le système a coûté, en 2011, 911 millions d'euros ! Ces aides de l'Etat ont attiré évidemment le secteur privé où comme le dit une députée Ecolo : « les entreprises mafieuses côtoient les vertueuses ». Parmi les employeurs, il y a des CPAS et des entreprises d'insertion, soit. Mais il y a surtout des entreprises privées et des sociétés d'intérim. En 2004, elles ne représentaient que 4%, elles sont aujourd'hui 50% du secteur.

Précarité

En 2012, 323 entreprises de titres-services ont perdu leur agrément pour fraudes et tricheries. L'Etat a récupéré 1,75 millions d'euros suite à la découverte d'abus. Il y a, en effet, dans ce secteur, relativement neuf, des patrons irresponsables d'où le nombre de faillites ou encore escrocs. Certains patrons obligent les travailleuses à prendre un jour de congé quand le travail prévu est décommandé. Ils les obligent à faire d'autres tâches que celles écrites dans le contrat. Ils les mettent illégalement en chômage temporaire, ... Le système crée de l'emploi, c'est indéniable : 150 000 personnes en 2011, plus de 140 000 encore aujourd'hui. Et c'est vrai, un emploi pour les personnes peu qualifiées (56%) ou de plus de 50 ans (19%). Mais quel emploi ? Nettoyer, laver et repasser le linge, cela en étant hyperflexible, en ayant de pénibles conditions de travail et

en échange d'un petit salaire.

Il n'est donc pas étonnant que 98% des 140 000 travailleurs du secteur soient, en fait, des travailleuses. Pas étonnant non plus, l'absentéisme dans le secteur : par an, 7 travailleuses sur 10 absentes au moins une fois pour maladie, la moyenne dans le secteur privé est de 1 sur 2 !

Le système plonge donc dans un travail précaire plus de 140 000 femmes, il prolonge aussi la vieille tradition de la femme cantonnée dans le travail domestique : elle est faite, n'est-ce pas, naturellement pour cela. Et la prégnance du naturel ne s'arrête pas là. Lors d'un reportage à la VRT, un patron d'entreprise de titres-services, filmé en caméra cachée, explique ses réticences à engager des travailleuses d'origine africaine : « Elles sont un peu plus lentes, cela nous le savons »... Le système des titres-services répond bien à un besoin. Pour plus de 800 000 familles, cette aide ménagère est bienvenue. Mais il eût fallu l'organiser en développant les services publics d'aide à domicile, en suscitant des initiatives réellement sociales d'insertion, pas en ouvrant le système à des patrons privés qui s'intéressent surtout à la productivité et à la rentabilité de leurs travailleuses. Au niveau social, les titres-services modifient aussi notre vision de ce qu'il faut bien appeler des « domestiques ».

La servante

Quand j'étais enfant, nous avions, comme beaucoup d'autres familles petites-bourgeoises, ce que l'on appelait alors une femme à journée. Elle avait connu

mon père enfant. Elle venait trois fois par semaine, dînait avec nous et au cours du repas, il y avait quelques escarmouches entre cette femme à journée socialiste et ma grand-mère aux idées très libérales. N'empêche, elle faisait presque partie de la famille. Nous avions donc « notre » femme à journée, payée au noir. Ce n'était plus la domesticité d'apparat des nobles de l'Ancien Régime, les majordomes et gouvernantes discrets des grandes familles bourgeois, les employées de maison des bourgeois. Cela n'avait plus rien à voir avec la violence de classe de la pièce Les bonnes de Jean Genet et du film La cérémonie de Chabrol. N'empêche, nous perpétions ainsi un certain rapport à la domesticité. Il y avait, entre « nous » et « elle », un contrat non signé de subordination mêlé de connivence et de convivialité.

Avec le système des titres-services, c'est un tout autre rapport qui s'organise. Les plus de 800 000 familles que l'on appelle les « utilisatrices », en fait des clientes d'entreprises exploiteuses, sont dans leur grande majorité des travailleuses et des travailleurs. Des travailleuses et des travailleurs dont la vie professionnelle envahit de plus en plus leur vie privée. Soumis à de plus en plus de pression, ils se déchargent des tâches ménagères sur des travailleuses en titres-services soumises à encore plus de pression qu'eux. Faisons confiance à la servante, elle doit encore railler ses patrons comme le firent jadis son ancêtre thrace et les valets de Marivaux et de Beaumarchais. Mais elle doit le faire en secret... Et sans doute, tout aussi discrètement, elle ne peut parfois s'empêcher de pleurer sur sa servitude involontaire. ■

Pauvre Voltaire !

Reviens, Voltaire le Qatar les rend fous ! Hé oui, une ministresse représentante de la République française, république laïque théoriquement héritière des lumières voltaïennes vient de signer à Doha un accord qui institue la séparation des sexes et entérine l'enseignement de la Charia au lycée Voltaire, établissement franco-qatari de Doha. Le procureur général du Qatar, Ali Ben Fetis Al-Marri, qui est également président du conseil d'administration de l'école, déclare à l'Agence France presse : " Il y a trois questions importantes pour les Qatars et les Arabes qui fréquentent cette école, et ce sont l'enseignement de la charia islamique, de la langue arabe et de la séparation entre garçons et filles à partir d'un certain âge. Nos amis français se sont montrés compréhensifs car l'essentiel pour nous est d'avoir des Qatars francophones attachés à leur langue et leur religion".

Le monde, 21.02.2014



1914 : Une guerre de trente ans ?

(2ème partie)

Nous publions ici la suite et la fin de l'analyse de Claude Renard, ancien vice-président du Parti communiste belge et ancien président de son aile wallonne et francophone, concernant la première guerre mondiale et le processus qui conduisit à la deuxième

De Versailles à Dantzig en passant par Munich...

La Première guerre mondiale fut à la fois l'aboutissement et le point de départ d'une extrême radicalisation des rivalités entre les impérialismes. On put s'en rendre compte très vite, même en Belgique. Les questions territoriales abordées secrètement lors de entretiens Maxweilker-Toerring refirent surface publiquement, avec quelques retouches. Il s'agissait cette fois d'annexer le Grand-duché de Luxembourg et le Limbourg hollandais en plus de la Zélande. Sans être toutes assimilables à des exigences gouvernementales exprimées à Versailles ou en d'autres conférences, ces revendications saugrenues firent l'objet de véritables campagnes de propagande engageant des personnalités politiques en vue, et pas seulement de droite. En fin de compte, il fallut se contenter de ce qu'on appela longtemps les cantons de l'Est (aujourd'hui la Communauté germanophone) et, en Afrique, d'un mandat sur le Ruanda-Urundi (aujourd'hui Rwanda et Burundi). Quant au Grand-duché du Luxembourg, comme il intéressait aussi la France qui avait les faveurs des Luxembourgeois, on régla la question en créant une Union économique belgo-luxembourgeoise. Pour le reste,

Jacques-Henri Pirenne relève que la Belgique n'obtint pas les réparations « qu'elle se croyait en droit d'attendre du traité de Versailles », n'ayant d'ailleurs participé au débat « que dans le cadre des séances plénières appelées à ratifier les décisions des grandes puissances »(7). Mais ceci peut paraître anecdotique par rapport au redécoupage des frontières européennes et coloniales qui s'opéra dans un climat de nationalisme exacerbé. Ce redécoupage dû en partie à l'effondrement de vieux empires, semblait avoir été conçu expressément pour fournir de bons prétextes aux futurs revanchards. A titre d'exemple, on citera la question

"L'on croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels"

ANATOLE FRANCE

des Sudètes née de l'effondrement de l'empire austro-hongrois, qui donna l'occasion à Hitler, en 1938, de sortir vainqueur des tractations de Munich. Et faut-il rappeler que le prétexte dont se servit le IIIe Reich pour envahir la Pologne en 1939 fut le fameux « corridor de Dantzig » qui avait séparé la Prusse orientale du reste de l'Allemagne ? Il est certain que l'impérialisme allemand avait conservé assez de ressources et d'appétit pour essayer de prendre sa revanche et que là est la raison pour laquelle il appuya l'aventure nazie. Celle-ci fut largement facilitée par le sentiment d'humiliation d'une forte majorité de la population allemande et par sa conviction que le pays avait été trahi par les politiciens et non pas vaincu militairement. On ne doit pas oublier que l'armée allemande fut encore capable, au printemps 1918, de lancer sur le front français une offensive

qui manqua la victoire de peu. La défaite allemande ne devint évidente qu'en juillet.

Côté italien, le fascisme mussolinien se fit de plus en plus belliqueux parce que la participation de l'Italie à la guerre ne l'avait pas élevée au niveau des grandes puissances malgré ses ambitions (notamment les dépouilles de l'empire ottoman).

En Extrême-Orient, l'impérialisme japonais, allié provisoire de l'Entente, allait devenir, lui aussi, de plus en plus agressif et pas seulement vis-à-vis de la Chine. Quant aux impérialismes repus, ils eurent tendance à s'inquiéter davantage des dégâts matériels de la guerre (qui n'existaient pas en Allemagne !), de l'échec de leur intervention militaire contre la révolution russe (1919-1922) et de la formation de partis communistes que du retour en force de leur ancien ennemi, ne fût-ce que parce que ce dernier s'était fait le champion de l'anticommunisme. C'est qu'une nouvelle Internationale s'était créée en 1919 sous le signe de la faucille et du marteau.

Même si, à gauche, l'espoir d'un élargissement rapide de la révolution anti-impérialiste avait été déçu(8), il est certain que la fondation de l'U.R.S.S. fut perçue avec raison comme un réel danger pour le capitalisme, et cela se vérifia dans la mesure où, malgré les aberrations du stalinisme, l'U.R.S.S. devint, pendant quelques décennies, un solide point d'appui pour les mouvements ouvriers des pays capitalistes et pour les luttes anticolonialistes. Ce qui explique, comme on l'a vu, les catastrophiques accords de Munich de 1938, lesquels n'eurent pas seulement pour résultat le démantèlement de la Tchécoslovaquie, car ils amenèrent les Soviétiques à renoncer à la sécurité collective qu'ils

7. Jacques Henri Pirenne, « Histoire de la Belgique contemporaine », La Renaissance du Livre, 1974.

8. En 1919, la Hongrie s'engagea à son tour dans une révolution qui fonda la « République des Conseils », mais celle-ci fut écrasée par les troupes de l'amiral Horthy, futur allié de l'axe Rome-Berlin. En Allemagne, une insurrection dite « spartakiste » (décembre 1918 — avril 1919) échoua également. Les deux leaders révolutionnaires, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, furent assassinés en janvier, à Berlin.



avaient préconisée jusque-là avec insistance, convaincus — à tort — qu'un pacte de non-agression avec le IIIe Reich leur permettrait de laisser les puissances impérialistes se déchirer entre elles(9).

D'un impérialisme à l'autre

L'année de la chute du tsarisme avait été marquée par des troubles graves sur différents fronts, notamment sur le front français, avec ses « fusillés pour l'exemple »(10). Il existe une évidente corrélation entre ces faits nouveaux et la dénonciation élaborée de «

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme » à laquelle Lénine venait de se livrer (janvier-juin 1916). Cela étant, il faut toutefois admettre que les caractéristiques de l'impérialisme, telles qu'elles se manifestaient dans les agissements des grandes puissances européennes, ne se dessinaient pas tout à fait de la même manière dans l'action des Etats-Unis qui rejoignirent l'Entente en avril 1917. Cette intervention compenserait (très partiellement), pour les alliés, les conséquences de l'arrêt prochain des hostilités sur le front de l'Est qu'allait consacrer le traité de Brest-

Litovsk (mars 1918), mais tel ne fut pas son but. Pour l'essentiel, les Etats-Unis ne renoncèrent alors à leur isolationnisme qu'en raison des répercussions négatives sur leur économie de l'activité des sous-marins allemands dans l'Atlantique et de l'émotion provoquée par la révélation d'une (très maladroite) démarche allemande qui incitait le Mexique à reconquérir, avec l'aide de l'Allemagne, des territoires perdus en 1848(11). Cet abandon de la doctrine Monroe devait d'ailleurs être passager.

Comme Marx l'avait fait remarquer en son temps, le capitalisme américain s'était développé dans des conditions très particulières. En 1917 encore, c'était un pays aussi immense que moderne qui n'avait pas d'ennemis capables de le menacer à ses frontières, qui n'avait aucun besoin de posséder un empire colonial (en dehors des Philippines et d'Hawaï qui devint le 50e Etat U.S. en 1959) et dont l'hégémonie à l'échelle continentale n'était l'objet d'aucune concurrence. L'interventionnisme du président Wilson, qui fut à l'origine de la fondation de la Société des Nations (S.D.N.) en 1920, ne parvint pourtant pas à en finir avec la doctrine Monroe. Les U.S.A. ne siégèrent pas à la S.D.N. alors que sa création leur était due et, qui plus est, alors qu'ils furent les seuls vrais vainqueurs de la Première guerre mondiale sur le plan économique et financier. L'isolationnisme ayant repris le dessus après la guerre, il fallut l'énorme choc de l'attaque japonaise sur Pearl Harbour (décembre 1941) pour que l'impérialisme américain que nous connaissons aujourd'hui franchisse l'obstacle d'une vieille tradition pour s'imposer au monde. Mais la participation des Etats-Unis à la Première guerre mondiale n'en fut pas moins l'évènement très important qu'évoque l'historien Pierre Miquel et ce n'est pas sans bonnes raisons — on l'a vu — que l'historien Marc Ferro a observé, « bien avant Versailles », les signes avant-coureurs de ce qui allait suivre... ■



9. Un pacte de non-agression et non une alliance comme l'affirment encore aujourd'hui certains commentateurs. Rappelons par ailleurs que la portion du territoire polonais annexée par l'URSS en 1939 avait été ravie à celle-ci au lendemain de la Première guerre mondiale en violation d'un accord international attribuant ce territoire aux Soviétiques, à l'est de la « Ligne Curzon » (nom du secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères).

10. Fait significatif : en France, les noms de ces victimes ont rejoint récemment ceux de leurs camarades sur de nombreux monuments aux morts.

11. Texas, Arizona, Nouveau Mexique. Voir à ce sujet Marc Ferro, o.c., p.203 ; voir aussi Barbara Tuchman, « Le secret de la grande guerre », Fayard, 1965.5. « Cahiers marxistes », n° 176. 1990. 6. Léopold III voulait que l'on comparât son refus de quitter Bruxelles pour Londres au refus de son père de quitter La Panne pour Le Havre. En fait, sa décision et la visite qu'il rendit peu après à Hitler indiquent qu'il était prêt à s'accorder d'une victoire nazie.



La longue marche des Afghans de Bruxelles

Marie-France Deprez

C'est en juillet 2013 que de nombreux Afghans (hommes, femmes, enfants) craignant une expulsion massive (comme en avril vers la Guinée et en juin vers la République Démocratique du Congo) se sont rassemblés, pour une semaine, à l'Eglise du Béguinage. Depuis quasi 30 ans, l'Afghanistan vit dans la guerre. La Belgique a des troupes sur le terrain. Des Afghans ne se retrouvent chez nous qu'au hasard de leurs fuites. Ils y introduisent des demandes d'asile, refusées, restant sans réponse, réintroduites et ainsi de suite. La précarisation dans laquelle ils se retrouvent est voulue par le gouvernement belge qui soutient la secrétaire d'Etat Maggie de Block. Sa politique, elle la qualifie d'humaine. Pour elle, l'Afghanistan, tout au moins certaines régions, n'est pas dangereux (Bruxelles le soir non plus ne serait pas sûr!). En fait, son but ce sont les retours volontaires.

Elle a ainsi pu assurer qu'il n'y aurait pas d'expulsions massives. Elle ne veut pas non plus expulser de familles. Non, elle jette les familles à la rue (n'oublions pas qu'elle est par ailleurs aussi en charge de la précarité!) et après, on leur propose le retour volontaire. Or, d'après l'UNICEF, 275 enfants meurent chaque jour en Afghanistan.

Début 2013, un jeune Afghan, en Belgique depuis 2009, après plusieurs mois dans la rue, a accepté le retour volontaire. Il a été abattu par les Talibans peu après son arrivée. Ce risque était connu des autorités belges. Au total, en 2013, une cinquantaine de personnes ont été expulsées vers l'Afghanistan, c'est 3 fois plus qu'en 2012.

Dès juillet, les Afghans ont organisé des manifestations, en essayant d'aller à la rencontre de la population pour faire connaître leur situation. Nombre de manifestations bruxelloises ont été violemment réprimées, gaz lacrymogène, chiens, morsures, enfants terrorisés, arrestations massives, internements en centres fermés (un jeune arrêté en

septembre vient d'ailleurs d'être expulsé en février de cette année). Ils sont passés d'une occupation précaire à une autre plus précaire encore. Il est arrivé qu'au retour d'une manifestation, ils trouvent leurs maigres affaires à la rue devant un bâtiment muré. A l'Eglise du Béguinage où ils ont été à nouveau accueillis depuis novembre, ils vivent dans des tentes et dans des conditions extrêmement difficiles (pas de sanitaires, de cuisine, le froid etc.). Leurs enfants ne sont plus scolarisés.

Les Afghans ont multiplié leur demande de rencontre avec le 1er ministre. En décembre, ils ont même marché jusqu'à Mons pour le voir... mais il n'est pas venu. Il a finalement rencontré une délégation...mais au secrétariat de Maggie de Block. Seule proposition: que chacun réintroduise un dossier. Mais les Afghans n'ont pas voulu se diviser. En février 2014, une centaine de dossiers ont été réintroduits à l'Office des étrangers (qui les transmet au Commissariat général aux étrangers) et c'est ensemble qu'ils attendent le résultat. La revendication officielle du comité des Afghans, courageusement soutenus par plusieurs associations et personnes belges, c'est un moratoire sur les expulsions et la régularisation de leur statut. Après le retrait des troupes de l'OTAN en 2014, des élections devraient être organisées. Le moratoire devrait donc se prolonger au moins un an après les élections de façon à voir comment évoluera la situation. Qu'est-ce qui empêche une telle décision?

M. de Block (Open-VLD) est très populaire en Flandre et dans le gouvernement actuel, elle est soutenue parce que perçue comme un angle d'attaque contre la NVA et Bart De Wever.

Au sein de la population, le sentiment n'est pas partout le même qu'au gouvernement. Lors de leurs marches (après Mons, ils ont choisi de marcher vers Gand traversant le village de Maggie de Block), les Afghans ont partout rencontré des gens accueillants (très accueillants), de la société civile, des syndicats, des CPAS. Cette solidarité a eu une influence sur les médias qui présentent désormais le dossier afghan comme un dossier légitime à traiter rapidement. Ce changement a aussi des répercussions sur la cohésion gouvernementale. Mais les élections sont là qui ralentissent toute prise de décision. A cause de la particularité de la situation du groupe des Afghans, leur lutte ne représente sans doute pas un modèle réalisable pour d'autres groupes de "sans-papiers". Cependant, leur volonté de convaincre la population de la justesse de leur cause et d'ainsi utiliser au maximum les possibilités notamment médiatiques est exemplaire. C'est par la conscientisation et l'éducation politique que pourront être dépassées les limites de ces luttes et la segmentation entre toutes les luttes des illégaux. Il ne s'agit pas seulement de solidarité mais de comprendre le fonctionnement global du système capitaliste et de vouloir... le transformer.■





In Memoriam

Jean Lemaître

25.10.1923-07.03.2014

La générosité traduite en militance

Il n'avait pas encore 15 ans et Jean Lemaître connut la première ardeur d'un engagement sans faille qui allait le marquer pour toujours. Ce fut la guerre civile d'Espagne qui fit appel à son militantisme naissant. Esprit qui ne l'abandonne pas jusqu'à ce 7 mars où il décède à La Louvière dans sa nonantième année. Une vie particulièrement remplie de générosité. C'est ainsi qu'il rejoint, à 20 ans, les partisans armés dans la résistance contre l'occupant nazi. En 1944, à la fin de l'occupation, il se porte volontaire de guerre. C'est dans le contexte des grandes grèves de l'hiver 60-61 que la vocation résistante de Jean, cette fois non armée, se manifeste avec force. Il est de toutes les luttes de la Wallonie enflammée à cette époque.. Par après, jeune cardiologue il participe à la bataille pour le droit à l'avortement avec son camarade de parti et ami, Willy Peers. Il fut à l'origine du GERM un groupe de réflexion sur le rôle social de la médecine. A ce titre et fidèle à ses convictions politiques et à son adhésion au syndicalisme (il fut pendant toute sa vie professionnelle un militant de la CGSP), il s'est battu avec acharnement pour la défense des services publics en particulier de la santé. Très humain et proche de ses patients dans l'exercice de sa profession, son ami, le dramaturge Jean Louvet raconte comment, lorsqu'il était le chef du service de cardiologie de l'Hôpital Tivoli, il avait organisé le « Cercle de coronariens », une sorte de club occupé à soigner des problèmes cardiaques avec la pratique surveillée du sport. C'est ainsi qu'il accompagnait toutes les semaines ses patients lors des séances de pratiques sportives au gymnase de la ville.

Pour ce qui est de sa vie au parti, Jean fut très actif dans les Jeunesses communistes pendant son adolescence et sa période d'étudiant. Il adhère ensuite au parti et reste membre jusqu'au début des années

90. Il le quitte alors en divergence avec sa ligne politique pas assez militante et influencé, selon lui, par les tendances eurocommunistes. Lorsqu'il découvre la réparation du DR, il nous fait part de sa belle surprise. Quelques jours seulement avant son décès il renouvelait son dernier abonnement de soutien et nous encourageait à persévérer!

Jacky Nagels

04.02.1937-23.02.2014

L'économie est un sport de combat

Née à Anvers sa vocation de solidarité militante ne connaissait pas les frontières. C'est ainsi que pendant la guerre d'Algérie en tant que responsable des étudiants communistes de l'Université Libre de Bruxelles il fut arrêté, battu durement et mis en prison par la police française pendant plusieurs mois. Il faisait partie du fameux réseau Janson de « transporteur de valises » au service du Front de Libération d'Algérie qui se battait pour l'indépendance de ce pays alors encore colonie française. Avec d'autres camarades il estimait qu'un militant de gauche européen ne pouvait pas rester indifférent envers la souffrance et les luttes que le colonialisme de notre continent avait imposées aux peuples du tiers-monde. D'autres personnalités, de sensibilités politiques diverses, participaient à ces efforts solidaires. Il avait son camarade de parti Jules Raskin, le pacifiste Jean Van Lierde, des socialistes de gauche comme Ernest Glinne, Serge Moureaux et Jacques Yerna, des trotskistes comme Pierre Le Grève et Georges Dobbeleer. Par après Jacques Nagels s'engage dans la solidarité avec les luttes du peuple congolais, il visite Cuba à plusieurs reprises ainsi que le Vietnam où il donnait encore des cours d'économie il n'y a pas si longtemps.

Docteur en sciences économiques et professeur principal d'économie à l'Université Libre de Bruxelles il a formé plusieurs générations d'économistes. Il fut

à l'origine de la création du GEM (Groupe d'économistes marxistes), un cercle de chercheurs qui analysaient le fonctionnement de l'économie du pays et du monde à partir d'un approche marxiste. C'est sous sa direction que ce groupe s'intéresse de manière critique au processus de la construction européenne dénonçant déjà les prémisses de ses dérives néolibérales. Il dénonça notamment le rôle de puissants groupes de la finance internationale représentés par le vicomte Davignon. Ami du DR, il nous faisait part de ses commentaires, parfois critiques, mais toujours fraternelles sur notre journal.

Tonny Ben

03.04.1925-14.03.2014

L'éternelle jeunesse d'un révolté

Il n'était pas Belge ni communiste. Sa famille appartenait à la vieille aristocratie anglaise. Fils d'un lord il refuse à le devenir par héritage et est élu à plusieurs reprises conservant toute sa vie son idéal républicain. Solidaire avec les peuples en lutte, il fut très actif dans son engagement avec les luttes des peuples du tiers-monde. Le grand respect qu'il inspirait fait que, de manière politique, même James Cameron vient de lui rendre hommage. Lors de la guerre en Yougoslavie il dénonça énergiquement les criminels bombardements de l'Otan et l'hypocrisie de l'Occident. C'est ainsi qu'il fut un des premiers signataires de l'Appel de Bruxelles, une initiative née chez nous pour dénoncer ces crimes. ■

**Intéressé par
l'histoire du
communisme en
Belgique ?**

**Contactez-nous: Centre
d'archives communistes
(CARCOB)**

**33, rue de la Caserne - 1000
Bruxelles 02.513 61 99
carcob@skynet.be
www.carcob.eu**



Moment de définition au Venezuela

Claudine Pôlet*

La journée civico-militaire du 5 mars au Venezuela a été dédiée à l'hommage du peuple vénézuélien au Président Hugo Chavez, marquant sa détermination profonde de continuer le processus révolutionnaire socialiste et d'en découdre avec les bandes fascistes qui ont sévi ces dernières semaines dans tout le pays. "Suivons l'exemple du peuple de Chavez", a dit le président Maduro dans son intervention lors de la réunion d'hommage à Hugo Chavez. Ces paroles nous accompagnent tous, militants pour le socialisme dans le monde entier.

L'alliance civico-militaire au Venezuela est très importante. Depuis l'échec de la tentative de coup d'Etat de la droite vénézuélienne civile et militaire, en 2002, les gouvernements de Chavez - légitimés par une bonne dizaine d'élections-, se sont attelés à la construction de cette alliance entre les forces armées et les organisations d'auto-défense populaires. Sur tous les lieux de travail, dans les grandes entreprises d'Etat, les grandes écoles et les institutions, les brigades de défense de la révolution bolivarienne veillent à protéger les biens du peuple. C'est ainsi que, pendant ces dernières semaines, les nouvelles tentatives de créer le chaos dans le pays ont pu être déjouées.

Comme le dénonçait encore le président Maduro lors de la journée du 5 mars, les bandes fascistes, bien organisées, financées et armées par la droite locale et internationale, prévoyaient la destruction de dizaines de tunnels et de ponts à Caracas.. Ils avaient déjà sévi dans plusieurs provinces vénézuéliennes, provoquant des pannes d'électricité, créant les pénuries alimentaires par le système de la contrebande massive, en menaçant, en harcelant et, parfois même, en tuant aussi des militants et des partisans chavistes. Ils servaient les préparatifs d'un nouveau coup d'Etat.



Ces "étudiants" que les médias nous présentent ici comme si toutes les écoles et les universités étaient dans la rue contre le gouvernement Maduro, n'ont posé aucune revendication concrète, sociale ou économique. Ils criaient "contre la vie chère et l'insécurité", en même temps qu'ils détruisaient les lieux publics, des écoles, des hôtels, des stations de métro de Caracas, menaçaient de destruction les maisons des gouverneurs dans plusieurs provinces, provoquaient des incendies contre les locaux de la télévision publique et le ministère de la justice. C'est cela, la "société civile"? des jeunes exécutant un "plan stratégique" concocté à l'ambassade US au Venezuela, ainsi que dans les partis et gouvernements de droite d'autres pays d'Amérique latine (Colombie, Panama...).

Quelle solidarité peut être plus importante que de suivre l'exemple et soutenir sans réserve ce "peuple de Chavez" en train de transformer le Venezuela en terre de justice sociale, d'organisation de l'économie du pays en fonction des besoins de la population, et de faire connaître dans le monde entier les efforts immenses des masses et des gouvernements progressistes d'Amérique du Sud pour se libérer définitivement de l'emprise et de l'oppression de

l'impérialisme (tant US que UE!) et de la droite bourgeoise de chacun de ces pays.

De nouvelles tourmentes se préparent en Amérique latine, ainsi que sur "notre" continent européen: On ne peut manquer de comparer les événements du Venezuela et ce qui se passe actuellement avec l'Ukraine : les mêmes puissances impérialistes , qu'elles se nomment Etats-Unis, Union Européenne ou Otan, et les mêmes forces de droite dite "classique" , qui envoient en première ligne, les mêmes bandes fascistes répandre le chaos et, dès qu'elles le peuvent, s'emparer du pouvoir. Face à cela, à nous de pratiquer l'internationalisme, c'est-à-dire le patriotisme des travailleurs. ■

ALLEZ COMPRENDRE...

Pour le président Obame destituer à Kiev un président élu c'est une preuve de démocratie tandis qu'organiser un référendum en Crimée c'est un geste dictatorial extrême

* Maître de Conférences au Centre de Recherche 'Europes-Eurasie' à Paris et Directeur de « La Pensée Libre »



Un cinéaste afro-américain se penche sur les années d'esclavage

«TWELVE YEARS A SLAVE» (esclave pendant 12 ans)

de Robert Waeles

Voici un film qui nous arrive tellement chargé d'honneurs (quelques Oscars, des prix au Canada, en Angleterre et autres lieux) qu'on aurait envie de lui trouver plein de défauts cachés. Et pourtant... ! Steve Mac Queen, un Anglais d'origine antillaise est le premier cinéaste noir couronné pour un film sur l'esclavage aux USA, en l'occurrence, l'adaptation d'un récit autobiographique de Solomon Northup, publiée en 1853, « Douze ans d'esclavage ».

Au moment où son cauchemar commence, nous sommes en 1840. Les États-Unis comptent 17 069 453 habitants dont 2 487 355 sont des esclaves.. Tandis qu'à l'Ouest du Mississippi, on s'occupe à chasser les indiens de leurs terres, les premiers Etats-Unis se divisent de plus en plus sur la question de l'esclavage. Les États du Nord l'ont aboli. Tournés vers leur marché intérieur, ils disposent d'une main-d'œuvre mobile, disponible et bon marché. Par contre, le Sud exporte de plus en plus vers l'Europe des matières premières agricoles (coton, tabac, etc.) produites en masse,. L'élection de Lincoln entraînera la sécession de sept États du Sud, une guerre qui durera de 1861 à 1865)

Au départ, Solomon Northup est un homme libre, un « free negro » selon la loi, qui vit avec sa femme et leurs deux enfants à Saratoga Springs, dans l'État de New York. Il gagne sa vie comme charpentier et joue du violon pour les fêtes. Un jour, il est approché par deux présumés producteurs de spectacles qui le droguent et le vendent comme esclave à La Nouvelle-Orléans. Il est d'abord acheté par le propriétaire d'une plantation du nom de William Ford. Northup s'entend bien avec ce maître relativement bienveillant. Il lui propose une nouvelle technique de transport des arbres économisant temps et moyens. Le contremaître raciste employé par Ford, jaloux du succès de Northup, tente de le lyncher avec deux de ses amis. S'estimant incapable de protéger Northup, Ford décide (bien lâchement) de le

revendre à Edwin Epps, un propriétaire sadique qui est convaincu que son droit de maltraiter ses esclaves est autorisé par la Bible et ne s'en prive pas. Northup tente d'abord de soudoyer un ancien contremaître blanc devenu ouvrier agricole pour dettes afin qu'il envoie une lettre à ses amis de New York. L'homme accepte, prend l'argent, ... et le dénonce.

Nouvel essai avec un camarade de travail canadien opposé à l'esclavage. Northup le convainc de porter une lettre à Saratoga (New York). Cette fois, ça marche. Northup est appelé par le shérif local qui lui restitue son statut légal de « free negro » et le droit de rentrer libre et retrouver sa famille après douze ans. Le film s'arrête là. Dans la réalité américaine, Solomon Northup poursuivit les trafiquants d'esclaves à Washington DC, mais perdit devant le tribunal local. La loi du District de Columbia interdisait à un homme noir de témoigner contre les Blancs. Il n'était donc pas en mesure de les poursuivre pour dommages et intérêts.... !

Partant d'un récit autobiographique, Mac Queen a visiblement retravaillé ce témoignage individuel. Les personnages que Northup rencontre sont autant de représentations d'attitudes devant le «southern way of life ». Ce sont d'abord les patrons. William Ford, chrétien fervent qui utilise les talents de Northup mais ne peut ou ne veut rien faire pour modifier son statut d'esclave et l'horrible Epps dont l'attirance pour sa « meilleure ouvrière » se transforme périodiquement en violence sadique ?

Ces rapports directs maître-esclave vont bientôt évoluer pour répondre à la demande croissante de produits agricoles pour l'industrie européenne. Dans les nouvelles plantations géantes, c'est le système des « kapos » qui s'installe : les contremaîtres payés au rendement de « leurs » esclaves. Et que dire de la passivité des esclaves broyés par le système ?

McQueen a pris le parti de faire de cette addition d'horreurs l'exclusif argument de son réquisitoire. On aurait même l'impression qu'en confiant le rôle du

patron sadique à son meilleur acteur, Mac Queen cède à une certaine complaisance du spectaculaire qui finit par occulter une dimension essentielle. L'ignominie de l'esclavage est tout entière contenue dans son caractère institutionnel, dans le fait qu'il répondait à des besoins économiques précis. C'est cette rationalité froide qui a fondé ce système d'exploitation de l'homme (et de femmes et d'enfants) par l'homme qui avilissait autant le maître que l'esclave.

On ne peut évidemment s'empêcher de faire des comparaisons, de penser aux populations asiatiques, birmanes, chinoises ou bengalies exploitées par des patrons américains ou européens peu curieux de connaître les conditions de travail sur les rives du Pacifique.

Ces réserves faites, on est bien loin de la fresque académique. Steve McQueen utilise ses images pour porter le spectateur au cœur des ténèbres. Un des sommets du film est bien ce plan-séquence impressionnant montrant Northup pendu à une corde avec juste ce qu'il faut pour que, sur la pointe des pieds, il échappe à l'étranglement. Tandis qu'il saute maladroitement, l'image se remplit d'esclaves indifférents vaquant à leurs occupations, des enfants jouant et riant. Ses acteurs sont à la hauteur de l'entreprise Chiwetel Ejiofor (dans le rôle de Solomon Northup), Michael Fassbender, son acteur-véritable personnel qui réussit à ne pas en faire trop dans le rôle d'Edwin Epps, le patron sadique, et la bouleversante Lupita Nyong'o (une véritable actrice africaine). ■

Envie d'adhérer au PC?

Contactez-nous via
notre site internet:

www.particommuniste.be



Le Drapeau Rouge

Soutenir Le Drapeau Rouge !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultralibérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)

D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.

D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous les cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage!



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que le presse militante survit!

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

"C'est mon engagement contre la guerre en Syrie qui suscite l'ire d'Erdogan."
Bahar Kimyongür p.2-4

ÉLECTIONS 2014

Campagne électorale certes, mais surtout une campagne de luttes !
Le Parti Communiste p.5

SOCIAL

La bataille du logement
José Garcia p.6&7

SOCIAL

Les pleurs de la servante Thrace
Thierry Verhoeven p.8&9

IL Y A UN SIECLE

1914 : Début d'une Guerre de Trente ans
Claude Renard p.10&11

SOCIAL

La longue marche des Afghans à Bruxelles
Marie-France Deprez p.12

IN MEMORIAM

p. 13

INTERNATIONAL

Moment de définition au Vénézuela
Claudine Pôlet p.14

CINÉMA

"Twelve years a slave"

Où trouver le DR?

Arlon : **Librairie Pressman**, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.
Gand : **De Brug**, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. La Louvière : **Club Achille Chavée**, 34 rue Albelville, 7100 La Louvière. Liège : **Librairie Entretemps (asbl Barricade)**, 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. Mons : **Librairie du Parc**, 24, rue du Parc, 7000 Mons. Namur : **Librairie Papyrus**, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. Tournai : **Librairie des Bastions**, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. Wavre : **Librairie Colette**, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Bruxelles : **Kiosque ULB**, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • **Press Shop** Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • **Tropismes**, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • **Librairie Rouppe**, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • **Filigrane**, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • **Librairie Candide**, Place Brugmann, 1050 Ixelles • **Librairie Aden**, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • **Librairie de Rome**, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • **Librairie Joao Afonso**, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

Journal du Parti Communiste

Editeur responsable : Claude Coussement
Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter?

dr@particommuniste.be
Adresse : 4, Rouppe • 1000 Bruxelles
tél : 0494 35 39 34 • 02 537 66 81

Abonnement 11 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €
Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €
Chômeurs, étudiants : 8 €

Nouveau Compte en banque :
IBAN BE 89 000-4118511-85

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !

